

La Gazette des Comores

Paraît tous
les jours sauf
les week-end

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

23^{ème} année - N° 4302 - Jeudi 26 Janvier 2023 - Prix : 200 Fc

INTÉGRATION DE MAYOTTE DANS LA COI

Enième coup d'épée dans l'eau des élus mahorais



Estelle Youssoufa.



Mansour Kamardine

Les députés de Mayotte Mansour Kamardine et Estelle Youssoufa s'égosillent d'avoir fait reculer le gouvernement français sur son projet de loi autorisant l'approbation de l'accord portant révision de l'accord général de coopération entre les Etats membres de la COI, protestant que Mayotte n'y figure pas. Une victoire en trompe-l'œil pour les deux élus. Bien qu'avec une majorité relative et beaucoup d'abstention, le projet de loi passe en commission.

l'accord général de coopération entre les Etats membres de la COI », est depuis pilée au pilori par notamment, deux élus de Mayotte. Malgré les assurances que l'ancienne journaliste convertie en politique aurait d'après elle obtenu de la part des diplomates du Quai d'Orsay sur « une participation à bas-bruit de Mayotte à la COI », Estelle Youssoufa ne décolère pas. A l'origine d'une tribune publiée dans le journal Le Monde du 23 janvier 2023, elle et un collectif d'élus accusent le Quai D'Orsay de choisir « une stratégie d'accommodement avec les Comores au détriment de Mayotte. »

Adoptée en première lecture le 19 juillet 2022 par le Sénat français, le « projet de loi autorisant l'approbation de l'accord portant révision de

LIRE SUITE PAGE 3

Visitez le site de La Gazette
www.lagazettedescomores.com

La Gazette des Comores
Le devoir d'informer, la liberté d'écrire

03 Rajab 1444

Prières aux heures officielles
Du 25 au 31 Janvier 2023

Lever du soleil:

05h 59mn

Coucher du soleil:

18h 40mn

Fadjr : 04h 48mn

Dhouhr : 12h 23mn

Ansr : 15h 55mn

Maghrib: 18h 43mn

Incha: 19h 57mn



ÉCONOMIE BLEUE

La CTC en campagne d'identification des besoins à Mohéli

La Confédération des travailleurs et travailleuses des Comores (CTC) avec l'appui financier du Projet de développement de l'économie bleue aux Comores (DEBC) a organisé un atelier deux jours au siège de la coordination de l'action gouvernementale à Mohéli - au profit des acteurs du secteur de la pêche et du tourisme. Le but est d'identifier les besoins de chaque secteur pour pouvoir les appuyer dans cette composante de l'économie bleue cette année.



Le bureau international du travail (BIT) en partenariat avec la CTC avec l'appui financier du projet de développement de l'économie bleue aux Comores (DEBC) ont convié les acteurs de l'économie bleue à savoir ceux du domaine de la pêche, du tourisme bleue et de la gestion des

déchets dans un atelier de deux jours. Celui-ci s'est tenu du 13 au 14 janvier dernier au siège de la coordi-

nation de l'action gouvernementale à Bonovo. Cet atelier permettra, dans le cadre de l'analyse des

besoins, d'élaborer la note d'orientation de la CTC sur le projet de l'économie bleue, qui selon le chargé

du domaine, débutera le mois de mars prochain.

« Nous sommes là pour identifier les besoins de chaque secteur pour pouvoir les appuyer dans le cadre de l'économie bleue en 2023 » précise Ibrahim Omar, Chargé de l'économie bleue. « On doit aussi les sensibiliser sur les opportunités liées à l'économie bleue mais aussi les orienter sur ce qu'il faut faire dans le cadre de ce projet » a-t-il ajouté.

L'atelier a été animé par Nashim Mohamed consultant national et le secrétaire général de la CTC Salim Soulaïmane. Le consultant avait comme mission d'élaborer la note conceptuelle de la CTC pour le futur projet. A noter que ce même atelier, selon les organisateurs, se poursuivra sur l'ensemble du territoire national dans les prochains jours.

Riwad

CIRCULATION ROUTIÈRE À ANJOUAN :

La gendarmerie multiplie ses appels à la vigilance sur la route

Un accident de la circulation s'est produit mardi après-midi sur la RR22, précisément au quartier Pagé à Mutsamudu. Deux motards se sont violemment heurtés, et les engins ont blessé des enfants au bord de la route. L'excès de vitesse reste une cause privilégiée de cet accident, surtout en cette période de fortes intempéries.

Des enfants légèrement blessés sont conduits à l'hôpital. Des échanges et altercations

sur les lieux de l'accident ont failli tourner à l'affrontement, mais heureusement, la présence des sages a pu ramener le calme. « Les motards roulent comme sur une autoroute européenne. Ils ne tiennent pas compte de l'état de nos routes, vraiment c'est déplorable », témoigne un témoin oculaire de l'accident.

A l'heure où s'est produit cet accident la brigade routière se trouvait déployée dans plusieurs coins de la capitale pour appeler à la vigilance, mais en vain. « La gendarme-

rie ne lâche pas les séances de sensibilisation, mais nous avons des conducteurs inconscients du danger », souligne un jeune taximan qui se trouvait à quelques encablures du lieu de l'accident.

Le chef de quartier de Page montre que l'imprudence n'a jamais gagné une course. « Soit on finit à l'hôpital, soit au cimetière », lance-t-il. M. Liwali interpelle les jeunes qui conduisent souvent en état d'ébriété, et ajoute que « ni Fenko, ni Yamaha ne serait jamais responsable des

conséquences des vilains comportements sur la route ».

Force est de rappeler que selon les services des urgences de l'hôpital de Hombo, l'année 2022 a enregistré plus de 2000 accidents et près des trois quarts sont liés à la route. Malgré les efforts de la brigade rou-

tière, les statistiques de l'hôpital et le vécu de plusieurs accidents qui n'ont même pas enregistré à l'hôpital, et la science de conduire sans conscience ne fait que ruiner des âmes.

Nabil Jaffar

Pour être informé,
je lis la Gazette chaque jour



PEACE CORPS COMOROS

VACANCY ANNOUNCEMENT

The United States Peace Corps Comoros seeks a Medical Doctor or Nurse Practitioner to serve as a contracted Back-Up Peace Corps Medical Officer (Back-Up PCMO) based in Moroni, Comoros. The Back-Up PCMO will provide health care to U.S. Peace Corps Volunteers in Comoros and will work under the supervision of the Peace Corps PCMO in Moroni and the Peace Corps Office of Medical Services in Washington DC.

The full position submission requirements the terms of reference are available upon request by sending an email to PCComoros@peace-corps.gov. All applications should be submitted electronically and in English to PCcomoros@peacecorps.gov with "PCMO-Comoros" in the subject line by **11:30am Tuesday, February 28, 2023**

La Gazette des Comores

BP 2216 Moroni - UNION DES COMORES
Tél. (269) 37-79-80 - 33 26 76

BULLETIN D'ABONNEMENT

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse postale : _____ email : _____

Tél. : _____ Fax : _____ Mob : _____

Périodicité :

3 mois Montant : _____6 mois Montant : _____12 mois Montant : _____

Mode de règlement :

Espèces Chèque n° _____Virement bancaire réf. : _____

Moroni le,

Signature :

Tarifs d'abonnement

(Valable à compter du 1er janvier 2015)

	Mensuel		Trimestriel		Semestriel		Annuel	
	FC	Euro	FC	Euro	FC	Euro	FC	Euro
Comores	4 500	9	12 500	25	25 000	51	50 000	102
Etranger	6 000	12	17 000	35	32 000	65	62 500	127

INTÉGRATION DE MAYOTTE DANS LA COI

Enième coup d'épée dans l'eau des élus mahorais

Suite de la page 1

Dans cette tribune, les auteurs estiment que la France défend mal la position de Mayotte. « La France subventionne les Comores et (oublie) Mayotte en ne l'incluant pas dans les institutions régionales qu'elle finance. Ainsi, Paris n'adhère à la Commission de l'océan Indien et aux Jeux de l'océan Indien

qu'au titre du département de La Réunion : l'adhésion française unijambiste crée une inégalité de traitement flagrante entre les deux départements tricolores et agréé le partenaire adversaire comorien en effaçant Mayotte », lit-on.

Celle qui a fait de la haine anti comorienne son fonds de commerce a multiplié les plateaux de télévision. Sur Kwezi tv de Mayotte, la

députée demande plus pour la France. Pour elle, il n'est pas question qu'on reste dans le statu quo. « En fait ce statu quo à l'ONU n'empêche pas les Comores d'avancer sur le terrain à Mayotte dans la guerre civile qui nous est menée avec la violence inouï, avec l'assaut migratoire, avec l'occupation illégale de Mayotte avec des bidonvilles. Quotidiennement c'est une violence

politique qui est piloté par les Comores pour nous déstabiliser et c'est en train de marcher et que c'est donc nos diplomates ne peuvent pas continuer à penser que la situation avec les Comores est réglée », dit-elle. Le problème c'est que cette élue de l'île comorienne sous administration française semble ignorer les règles qui régissent les organisations internationales et régionales,

notamment la COI où la France est déjà membre et qu'à ce titre, cette même France ne peut pas avoir autant de sièges de membre que de départements qu'elle représente (La Réunion et Mayotte). Quelle belle ironie de l'histoire dirait-on !

Maoulida Mbaé

FEMMES EN POLITIQUE DANS L'OCÉAN INDIEN :

Les acteurs s'engagent pour l'inclusion de la femme dans la prise de décisions

Après deux jours d'échanges fructueux, les acteurs clés ont réaffirmé leur volonté à appuyer les activités de redynamisation de leur plateforme. Organisé par la COI, ce séminaire avait comme but d'identifier les besoins des membres, d'élaborer une stratégie et un plan d'action mais également de renforcer le partenariat.

Organisé par la Commission de l'Océan indien (COI), le séminaire sur la redynamisation de la plateforme des femmes en politiques de l'océan indien a baissé le rideau hier mercredi 25 janvier à Moroni. Après deux jours de travail, les organisations de la société civile, les parlementaires, avec l'appui des institutions gouvernementales, engagées et actives pour la participation des femmes en politique dans l'Indianocéanie ont réaffirmé leur volonté à appuyer les activités de redynamisation de leur plateforme. Cet échange a permis

d'identifier les besoins des membres du réseau, d'élaborer une stratégie et un plan d'action et de renforcer les partenariats avec les autres réseaux de femmes ayant des représentations au niveau des pays membres de la COI.

Devant la presse, la présidente de la plateforme des femmes en politique Moinea Mroudjae réaffirme l'importance de la déclaration universelle des droits de l'Homme de 1948, du Pacte international relatif aux droits civils et politiques de 1966, qui reconnaissent l'obligation d'assurer l'égalité des droits entre l'homme et la femme dans l'exercice de tous les droits économiques, sociaux, culturels, civils et politiques. Elle rappellera les engagements pris par la COI à atteindre l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes ainsi que la volonté réaffirmée des États membres de considérer, entre autres, le rôle des femmes dans la sphère politique à travers

l'élaboration d'une stratégie régionale sur le genre.

« Déclarons l'engagement de nos organisations nationales respectives dans le soutien aux activités de redynamisation de la plateforme régionale des femmes en politique de l'Océan Indien, l'identification des besoins des membres du réseau ; l'élaboration d'une stratégie de fonctionnement et d'un plan d'action et le renforcement de collaborations avec les autres réseaux de femmes existants et ayant des représentations au niveau des pays membres de la COI; renforcer le fonctionnement des plateformes nationales », renchérit celle qui porte encore le message d'espoir, celui de l'inclusion de la femme dans la politique et dans la prise de décision.

Présent à cet échange avec la presse, l'Officier permanent de liaison des Comores auprès de la COI Imam Abdillahi fait savoir que la promotion de la femme fait partie



des axes prioritaires. Au côté des participantes, Toilabia Soilihi explique qu'aux Comores l'égalité homme et femme est en parfaite évolution. « Nous avons un pourcentage qui évolue, les femmes s'affirment dans la prise des décisions. Il nous reste maintenant à mener des campagnes de sensibilisation dans tous les secteurs, d'avoir des femmes décideurs dans tous les domaines. Chaque pays a sa vision. Au cours de ce semaine, nous avons rassemblé tous les éléments, les défis, nous allons mener un seul combat celui d'avoir un seul bureau régional et puis faire l'échange des formations et d'expé-

rience », précise-t-elle.

De son côté, la vice-présidente du parlement Aida Nouridine montre que la parité est très présente, il y a quand même des acquis énormes qui ont été posés dans le pays. « Depuis un certain nombre d'années, le pays enregistre des femmes dans la prise des décisions. Et d'ailleurs j'en suis un parfait exemple. Au niveau du parlement, nous sommes en train de voir comment réactualiser la loi sur la parité hommes femmes pour qu'on puisse avoir le maximum de femmes tant au niveau nominatif qu'électif », souligne-t-elle.

Andjouza Abouheir

ELABORATION D'UNE POLITIQUE MIGRATOIRE :

La cartographie présentée aux parties prenantes nationales

Le ministère de l'intérieur en collaboration avec l'OIM a organisé un atelier mardi dernier à Moroni pour présenter les résultats de la cartographie des parties prenantes nationales et la mise en place de la structure de concertation et de suivi de la politique migratoire du pays.

Après une consultation de 30 jours pour la réalisation d'une cartographie des parties prenantes, incluant une perspective de genre, en étroite coordination avec la commission multisectorielle de suivi et d'orientation sur les questions migratoires, l'OIM (Organisation internationale des migrations) et le ministère de l'Intérieur ont organisé mardi 24 janvier dernier un atelier à Moroni au profit des acteurs concernés. Cet atelier qui a rassemblé une cinquantaine de participants, avait pour but de présenter les résultats de la cartographie en question des parties prenantes nationales et de mettre en place une structure technique de

concertation et de suivi de l'élaboration de la politique migratoire nationale.

Dans son intervention, le directeur de cabinet du ministère de l'intérieur Fatah Boina a expliqué que les migrations sont devenues aujourd'hui une préoccupation internationale et aucun pays ne peut rester en marge du phénomène. Raison pour laquelle, l'Union des Comores a participé à la validation du pacte mondial pour une migration sûre, ordonnée et régulière à Marrakech en 2018. « Depuis, notre gouvernement à travers le ministère de l'intérieur conduit par Fakridine Mahamoud, ne ménage aucun effort pour rendre effective la mise en œuvre des 23 objectifs de ce pacte afin que la gouvernance migratoire dans notre pays soit non seulement efficace mais également soucieuse des engagements régionaux et internationaux en matière des migrations », avance-t-il.

Quelques actions ont été menées par le ministère à savoir la mise en place de la brigade mixte contre le



trafic illicite des migrants et contre la traite des personnes, la mise en place d'un comité national de prévention et de lutte contre la traite des personnes et le trafic illicite de migrants conduite du processus des indicateurs de gouvernances des migrations (IGM) et la définition du profil migratoire des Comores. Et aujourd'hui avec la mise en place d'une politique migratoire, le pays s'appête à franchir une étape

importante dans la gouvernance migratoire, celle d'aboutir à un plan d'action vers une politique migratoire aux Comores. « Nous considérons que les migrations sont une chance pour notre pays dans la mesure où le transfert des compétences, le savoir-faire, les investissements sont source de développement mais nous n'oublions pas non plus que les migrations non ordonnées et irrégulières sont en revanche

source de déstabilisation sociale et d'anarchie », précise-t-il. Ce dernier lance un appel à l'ensemble des parties prenantes de s'approprier ce projet et de l'enrichir par des échanges permanents et des contributions.

Rappelons que la pression démographique, l'absence d'opportunité d'emploi, l'apparition d'une nouvelle route migratoire avec les Comores comme pays de transit sont parmi les éléments qui aujourd'hui entravent les capacités du gouvernement des Comores à promouvoir un développement national durable et inclusif. Afin de répondre aux défis identifiés, les parties prenantes ont exprimé ce besoin d'un outil de gouvernance des migrations multisectoriel et transversal, ainsi que la nécessité de formuler une vision stratégique et politique pour la gouvernance de la migration planifiée et bien gérée aux Comores, au bénéfice des communautés d'accueil, d'origine et des migrants.

Andjouza Abouheir

PÉNURIE D'EAU

Les habitants de Kangani vivent un calvaire sans précédent

Depuis quelques semaines déjà, aucune goutte d'eau dans les robinets à Nkangani, dans la région de Djando à Mohéli. Une communauté qui avait abandonné l'utilisation des puits depuis des décennies n'a pas d'autre choix que d'y faire recours. Sauf que l'eau n'est pas potable car les puits manquent d'entretien après plusieurs années d'abandon et sans aucune autre source d'eau disponible.

Les habitants de Kangani, un village de la région de Djando vivent depuis quelques semaines sans eau potable. Pour assurer les besoins ménagers de tous les jours, les femmes de cette localité passent presque la moitié de la journée à puiser de l'eau de puits. Elles font la queue chaque matin dans les différents puits du village à la recherche de ce liquide précieux. Sceaux sur la tête et des jerricanes à la main tous les jours, les femmes de Kangani se disent



Les habitants de Kangani.

fatiguées. C'est une page qu'elles croyaient tournées depuis plusieurs décennies. En plus ces puits n'ont pas été entretenus depuis belle lurette, par conséquent l'eau devient impropre à la consommation.

Pourtant il y a un réseau hydraulique géré par la SONEDE mais qui n'est pas opérationnel depuis quelques semaines déjà. Cette période pluvieuse vient encore empirer la situation dans plusieurs localités de l'île.

Plusieurs tuyaux sont bouchés, c'est le cas de Kangani.

« Si nous avons fait recours à l'eau de puits, c'est tout simplement parce que l'eau de la SONEDE ne coule plus sous nos robinets alors

que chaque mois on est contraint de payer des factures qui dépassent les 5000 fc par ménage. Et si nous appelons les techniciens de cette société pour venir déboucher les tuyaux ou bien réparer les compteurs en cas de panne, ils font la sourde oreille. Et maintenant les tuyaux sont bouchés depuis très longtemps » regrette Hiyathoune Saïd Bacar une femme de Kangani.

« Malgré la cherté de l'eau de la SONEDE, on arrivait à s'adapter car elle était permanente. Mais la situation actuelle est très compliquée pour nous, c'est du jamais vu. Le pire c'est que l'eau de puits n'est pas potable, mais on a pas le choix » lâche Stina Hamidoune. La Gazette des Comores a contacté les responsables de la SONEDE pour plus d'éclaircissements sur cette crise, malheureusement ils n'ont pas souhaité répondre à nos questions.

Riwad

VOL DE CARBURANT À LA SONELEC :

Deux agents suspects en cavale

Dans la nuit du mardi 24 janvier, deux agents de la société nationale d'électricité des Comores (Sonelec) sont attrapés en train de voler du carburant dans la centrale de Voidjou. Ils ont pu remplir 40 bidons de 20 litres mais ils n'ont pas pu emporter leur butin grâce à l'intervention rapide des forces de l'ordre qui assurent la sécurité de la centrale. Depuis, ils sont en cavale.

Le vol de carburant est devenu monnaie courante. Après celui qui a eu lieu récemment à la centrale d'Itsambouni, ce mardi 24 janvier deux agents de la Société nationale d'électricité (Sonelec) ont été attrapés la main dans le sac. Ils étaient en train de voler du carburant dans la centrale de Voidjou. Ils ont pu remplir 40 bidons de 20 litres, mais ils n'ont pas pu partir avec leur butin, car les gen-

darmes qui assurent la sécurité de la centrale sont intervenus rapidement. Ils ont réussi à attraper le chauffeur qui n'est pas de la société, mais les deux agents de la Sonelec ont pris la poudre d'escampette, et depuis ils sont en cavale.

Pour le moment la société n'est pas en mesure de donner plus de détails sur cette affaire de vol. « Les agents ont pu s'échapper mais le chauffeur non. C'est triste ce qui se passe. Le détournement de carbu-

rant devant fréquent, cela exige plus de rigueur et de responsabilité au sein de la société afin d'identifier les niveaux de défaillance », tente d'expliquer un agent de la société sous le sceau de l'anonymat.

Selon lui, ces deux agents sont déjà licenciés en attendant qu'on les retrouve. « C'est normal qu'il y ait vol de carburant. Ces agents savent bien que cela fait des mois que des moteurs sont à l'arrêt. Pourtant la société prend la même quantité de

gasoil, 60 000 litres par jour », dit-il. Et d'ajouter : « cela pousse les agents indécents à la tentation du vol ». Pour rappel, récemment, il y a eu un détournement de carburant à la centrale d'Itsambouni. Deux agents sont incarcérés mais, l'un d'eux aurait bénéficié d'une mise en liberté provisoire.

Nassuf Ben Amad



Numéros utiles

Police

Moroni: 764 46 64
Fomboni: 772 01 37
Mutsamudu: 771 02 00

Gendarmérie

Moroni: 764 49 92
Fomboni: 772 01 37
Mutsamudu: 771 02 00

Immigration

Ngazidja: 773 42 86
Anjouan: 771 01 73
Mohéli: 772 01 37

Aéroport

Hahaya: 773 15 95
Ouani: 771 07 31
Mohéli: 772 03 71

HÔTELS & RESTAURANTS :

Le Select 773 00 31

Port maritime

Moroni: 773 00 08
Mohéli 772 02 57
Anjouan: 771 01 43

Hopitaux

Moroni: 773 25 04
Fomboni: 772 03 73
Mutsamudu: 771 00 34

Banques

BIC: 773 02 43
Eximbank: 773 94 01
Banque centrale: 773 10 02
SNPSF: 773 43 43
Meck: 773 36 40

MAMWE

Moroni: 773 48 00
Mutsamudu: 771 02 09
Fomboni: 772 05 18

ASSOCIATION PIANO DE NIOUMAMILIMA- MBADJINI

Section I. Avis d'appel d'offre

Date du lancement : 25 janvier 2023
Réf : DAO/01/PIANO/23/Nioumamilima

TRAVAUX D'EXTENSION ET DE FINITION DU FOYER DE NIOUMAMILIMA de MBADJINI

1. LE village de NIOUMAMILIMA MBADJINI (Maitre d'Ouvrage) a mandaté L'Association PIANO de Nioumamilima-Mbadjini (Maitre d'Ouvrage Délégué) pour finaliser les « TRAVAUX D'EXTENSION ET DE FINITION DU FOYER DE NIOUMAMILIMA ».

2. Le Maître d'Ouvrage Délégué sollicite des offres sous pli fermé de la part de candidats répondant aux qualifications requises pour exécuter des travaux de construction. Ces Travaux sont à exécuter à Nioumamilima-Mbadjini dans un délai maximum de 36 mois

3. Les candidats intéressés peuvent prendre connaissance du dossier d'appel d'offres à l'adresse mentionnée ci-après :

*ASSOCIATION PIANO sis à Nioumamilima-Mbadjini, contact : ISMAEL MOHAMED téléphone 333 64 15- 435 09 66.

4. Les offres devront être soumises à l'adresse ci-après :

*ASSOCIATION PIANO sis à Nioumamilima-Mbadjini, contact : ISMAEL MOHAMED téléphone 333 64 15- 435 09 66 avant le vendredi 10 février 2023 à 9h00.

5. La période de validité de l'offre sera de 120 jours à compter de la date d'ouverture des plis

6. Le soumissionnaire devra joindre à son offre, une garantie d'offre équivalente à 1% (un pour cent) du montant de sa soumission selon le modèle joint au dossier d'appel d'offres.

7. Les offres remises en retard ne seront pas acceptées. Les offres seront ouvertes en présence des représentants des candidats présents à l'adresse ci-après :

NIOUMAMILIMA MBADJINI le vendredi 10 février 2023 à 9h15.

BASKET-BALL, ÉLECTIONS

La candidature d'Ali Papa rejetée

Les élections du nouveau Comité Exécutif de la FCBB se tiennent le 29 janvier prochain. Sur 14 dossiers de candidatures présentés auprès de la Commission de collecte et de dépouillement, trois de ses dernières ont été rejetés dont celui de l'ancien président de l'institution Mohamed Papa Mdjassiri.

La nouvelle est tombée tel un couperet. L'un des deux candidats au poste de président de la Fédération Comorienne de Basket-Ball Mohamed Papa Mdjassiri est disqualifié pour défaut d'un dossier complet. Les candidatures de Mohamed Papa Mdjassiri, Houchamou Said et Tajoudine Salim ont été rejetées, toutes les trois pour absence de Casier Judiciaire, plus communément appelé bulletin n°3, une pièce pourtant obligatoire dans le dossier de candidature. Un rejet qui s'appuie sur les textes réglementaires qui régissent le Basket-ball comorien notamment l'article 41 du code Fédéral. « Les candidatures doivent être déposées auprès de la commission de collecte et d'étude des candidatures au moins 15 jours avant la date fixée pour l'élection et faire l'objet d'un dossier comprenant : un

CV, un casier judiciaire, la déclaration de candidature, une copie de la carte nationale d'identité, et des justificatifs visés à l'article 37 ».

En effet, pour être candidat au poste de président ou de secrétaire général de la FCBB, des conditions sont requises notamment en matière d'âge. « Le président et le secrétaire général de la FCBB doivent avoir 35 ans au moins le 1er janvier de l'année de leur élection et doivent prouver une longue carrière sportive et jouir d'une bonne moralité », précise le code. C'est donc 11 candidatures qui ont été retenues car jugées conformes aux dispositions réglementaires. « Les 11 candidatures restantes ont été jugées conformes aux dispositions du code Fédéral et sont donc déclarées recevables par la Commission de collecte et d'étude des candidatures ».

Pour s'assurer de son impartialité, cette commission est composée par des membres du COSIC, du Ministère et de la FCBB. « Une commission de collecte et d'étude des candidatures est composée d'un membre du COSIC, du Ministère en charge des sports de l'Union des Comores et du Secrétaire Général de la FCBB ou de son adjoint. Le président de cette commission est élue par ses pairs », lit-on à l'article



40 du code Fédéral. C'est ce même article qui définit la composition de la commission électorale. « Une commission électorale ad hoc chargée d'assurer le déroulement des élections est composée de 3 membres de l'AG. Ils sont désignés par ses pairs le jour même de l'assemblée générale électorale ».

La non validation de la candidature de Mohamed Papa Mdjassiri ouvre donc un grand boulevard au secrétaire général sortant Djinti Ahamada qui se retrouve seul à pos-

tuler le poste de président de la FCBB. Toutefois, une question revient sur les lèvres, Mohamed Papa avait-il vraiment la volonté de se présenter à ces élections ? Certains pensent que c'était une façon de décourager des éventuels candidats qui viendraient mettre de l'ombre à la candidature de Djinti qui semble faire l'unanimité dans le milieu.

AS Badraoui

La Gazette des Comores
Fondateur et Directeur général
 Said Omar Allaoui
Directeur de la publication
 Elhad Said Omar
Rédacteur en chef
 Mohamed Youssouf
Secrétaire de rédaction
 Toufé Maccha
Rédaction
 A. Mmagaza
 M.I.M Abdou
 Maoulida Mabé
 Andjouza Abouheir
 Nassuf Ben Amad
 Kamal Gamal Abdou
 Nabil Jaffar
 Riward
 A Badraoui
Mise en page
 Abdouchakour Aladi Nourou
Responsable commercial
 Mariama Mhoma
Documentation archiviste
 Hadidja Abdou
Photographe / Site Web
 Mohamed Said Hassane
Impression
 Graphica Imprimerie
www.lagazettedescomores.com
 Tel: 773 91 21/ 322 76 45



AVIS D'APPEL D'OFFRES UNICEF COMORES

unicef | pour chaque enfant

TITRE : BRANCHEMENT ET INSTALLATION ELECTRIQUE DE L'UNITE DE PRODUCTION D'OXYGENE DE L'HOPITAL DE BAMBAAO MTSANGA ANJOUAN ET AU CHRI DE FOMBONI MOHELI

Numéro de l'avis d'Appel d'Offres : RFP/COM/SUP/2022_021 - BP - AO

ARTICLE 1 : LE FONDS DES NATIONS UNIES POUR L'ENFANCE (UNICEF),

LE FONDS DES NATIONS UNIES POUR L'ENFANCE (UNICEF) au COMORES, lance le présent Avis d'appel d'offres pour la sélection de prestataires pour le branchement et installation électrique de l'unité de production d'oxygène de l'hôpital de Bambaa Mtsanga à Anjouan et au CHRI de Fomboni à Mohéli

ARTICLE 2 : CONDITIONS DE PARTICIPATION

La présente consultation est ouverte à toute entreprise justifiant des capacités juridiques techniques et financières, et apte à réaliser dans les conditions requises, les travaux, objet de la présente consultation, pour autant qu'elle satisfasse aux conditions et règlements en vigueur au COMORES et disposant d'une expérience avérée dans les travaux similaires et particulièrement avec les agences du système des Nations Unies

ARTICLE 3 : DOSSIERS D'APPEL D'OFFRES

Les offres seront envoyées électroniquement au **plus tard le 10 février 2023 à 15 h** aux adresses mail : compro-curement@unicef.org, akassimdjibaba@unicef.org et copie à bpinah@unicef.org

Le dossier d'appel d'offres peut être consulté sans frais sur le lien ci-dessous
<http://bit-lien-doc>
 UNICEF Comoros, Maison des Nations Unies
 Moroni, Comores, 98123| P.O Box 497



74^{ème} JOURNEE DE LA REPUBLIQUE DE L'INDE



Salutations et félicitations chaleureuses à mes compatriotes Indiens et amis de l'Inde dans l'Union des Comores à l'occasion du 74^{ème} Jour de la République de l'Inde !

Cette année, nous continuons à célébrer "Azadi Ka Amrit Mahotsav" pour commémorer le 75^{ème} anniversaire de l'indépendance de l'Inde. Au cours des 75 dernières années, le parcours de développement de l'Inde a été remarquable. L'Inde est aujourd'hui la principale économie à la croissance la plus rapide au monde et est en passe de devenir l'une des trois premières puissances économiques au cours des deux prochaines décennies. Avec plus de 100 licences, l'Inde abrite également le troisième plus grand écosystème de start-ups au monde. L'ancienne philosophie indienne "Vasudhaiva Kutumbakam" ou "Une Terre-Une Famille-Un Avenir" représente bien le thème de la présidence indienne du G20.

En tant que voisins dans la région de l'océan Indien, l'Inde et les Comores ont toujours entretenu des relations amicales et cordiales. L'Inde se réjouit d'approfondir ses relations avec les Comores, dans le cadre de la vision du Premier ministre S.E. M. Narendra Modi de SAGAR (Sécurité et croissance pour tous dans la région). Les deux pays ont maintenu la dynamique des échanges de haut niveau après la visite historique de S.E. M. Venkatesh Naidu, alors vice-président de l'Inde, à Moroni en 2019. L'Inde restera toujours un partenaire engagé et fiable dans le parcours de développement des Comores. Vive l'amitié entre l'Inde et les Comores!

(Bandaru Wilsonbabu)

Ambassadeur



S. Jaishankar, Ministre Indien des Affaires étrangères, a rencontré le Président des Comores, Azali Assoumani, en marge de la 77^{ème} session de l'Assemblée Générale des Nations Unies à New York le 20 Septembre 2022.



L'honorable Vice-Président de l'Inde a visité les Comores du 10 au 12 Octobre 2019. Six protocoles d'accord ont été signés entre l'Inde et les Comores au cours de cette visite.



L'honorable Président des Comores a visité l'Inde en 2018 pour assister au sommet des fondateurs de l'ISA (Alliance Bancaire Internationale).



- 1- Le Navire de la Marine Indienne (INS) Kesari a effectué une visite aux Comores du 7 au 10 Janvier 2022
- 2- Le Navire Indien (INS) Tarikash a fait une escale au Port Mutsemudu à Anjouan, Comores du 18 au 20 Octobre 2022.
- 3- L'INS Jalashwa a effectué une visite au port d'Anjouan aux Comores du 14 au 18 Mars 2021 pour livrer 1000 MT de riz.



Une équipe d'assistance médicale indienne de 14 membres s'est rendue aux Comores à bord de l'INS Kesari du 1er au 18 Juin 2020 pour apporter le soutien de l'Inde aux Comores dans la lutte contre la propagation de la dengue et du Covid-19.

- 75 ans d'indépendance : principales réalisations**
- 1,3 milliard de personnes possédant une identité numérique unique.
 - 1,2 milliard d'utilisateurs de téléphones mobiles et 750 millions d'utilisateurs de smartphones.
 - 5^{ème} économie mondiale ; en passe de devenir l'une des trois premières.
 - 3^{ème} plus grand écosystème de startups au monde avec plus de 100 licences.
 - 4^{ème} plus grand producteur d'énergie renouvelable et d'énergie solaire.
 - Plus de 478 millions de comptes bancaires ouverts dans le cadre du programme d'inclusion financière.
 - Plus de 2,2 milliards de doses de vaccins Covid administrées en 2020-22.
 - 200 millions de vaccins "Made in India" fournis à plus de 100 pays.



L'Ambassadeur Bandaru Wilsonbabu a présenté sa lettre de remerciement au Président des Comores S.E. M. Azali Assoumani à Moroni le 2 Décembre 2022.



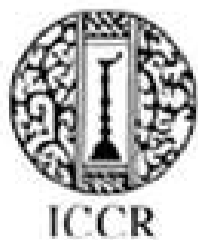
L'Ambassadeur a participé aux préparatifs de célébrations de la 8^{ème} Journée internationale du Yoga 2022 à Moroni le 21 Mai 2022.



L'ancien Ambassadeur de l'Inde aux Comores Shri Abhay Kumar, a visité les Comores en Mai 2022.



Le chef des garde-côtes comoriens, le commandant Mousib Rahmane Adane, a participé à la conférence MILAN 2022 en Février 2022 et DefExpo 2022 en Octobre 2022.



Diverses formations sont proposées par l'Inde à Madagascar dans le cadre du programme ITEC (Indian Technical and Economic Cooperation) et du programme de bourses d'études pour l'AMC de ICCR (Indian Council for Cultural Relations).

Le Republic Day marque l'adoption de la Constitution indienne et la transition du pays vers une République le 26 Janvier 1950. Chaque année, les célébrations marquant cette journée sont marquées par un spectacle militaire et culturel spectaculaire. À New Delhi, le personnel des forces armées défile le long du "Kartavya Path" dans une démonstration élaborée de puissance militaire. Le spectacle épique du "Kartavya Path" éclipe tout ce qui se passe dans le pays en ce jour suspect.